

Aérien

L'Etat togolais possède désormais 14,39% du capital de la compagnie Asky AirLines

L'Etat togolais fait son entrée dans le Capital social de la compagnie aérienne panafricaine Asky AirLines. Une prise de participation à hauteur de 6 milliards de francs CFA, représentant ...



PAGE 5

REPORTAGES



Education

Un réseau d'enseignantes ouest africaines sur le point de naître au Togo

Du 21 au 26 août 2023, se tient à Lomé au Togo, l'Assemblée générale constitutive du Réseau des enseignantes francophones de l'Afrique de l'Ouest (REFAO). Cinq pays dont le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo y participent. D'autres pays s'associent à l'initiative, mais n'ont pas pu faire ...

PAGE 11

INDUSTRIE



Secteur brassicole

Chill Pomme, le nouveau produit de boissons rafraîchissantes BB Lomé

La Brasserie BB Lomé est devenue depuis quelques jours: boissons rafraîchissantes BB Lomé. Comme pour marquer ...

PAGE 5

ART

Sculpture

Qui est Dodji Agbétoglo, l'artiste médaillé de bronze aux 9èmes Jeux de la Francophonie ?

Le Togo a remporté, il y a quelques semaines la médaille de bronze aux 9es jeux ...

PAGE 7

Crise au Niger

Alassane Ouattara contre Faure Gnassingbé ?

A travers les réseaux sociaux, des personnes affirment qu'il y aurait une brouille diplomatique entre le président togolais Faure Gnassingbé et son homologue ivoirien Alassane Ouattara. Ce dernier aurait même insulté son jeune frère lors d'un appel téléphonique dénué de toute courtoisie. Mais, de quelles preuves ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Non-respect des règles de déontologie et d'éthique: la Haac met en garde les journalistes et les médias

La Haac met en garde les journalistes face aux nombreux dérapages observés récemment, sans citer les faits reprochés.

« Il a été donné à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) de constater que, depuis quelques semaines, certains organes de presse écrite, audiovisuelle et en ligne continuent d'ignorer les règles professionnelles, déontologiques et éthiques prescrites par les textes législatifs et réglementaires régissant l'exercice du métier de journaliste ou d'animateur d'émissions-débats ou d'émissions interactives », peut-on lire lundi dans un communiqué publié par l'institution.

Des articles ou propos de journalistes, animateurs ou leurs invités comporteraient des affirmations « gratuites ou mensongères, des déclarations sans preuves, souvent empreintes de mépris, injures ou dérisions », indique la Haac.

Dans un contexte de crise sécuritaire, la Haute autorité demande aux médias de faire preuve de responsabilité.

Abidjan / AGE du Conseil des collectivités territoriales

La faïtière des communes du Togo bien présente

Des élus locaux de 8 pays ont participé à l'assemblée générale extraordinaire du Conseil des collectivités territoriales (CCT-Uemoa), les 21 et 22 août 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Une délégation conduite par Yawa Kouigan, maire d'Atakpamé et présidente de la faïtière des communes du Togo représente le pays. Cette assemblée générale extraordinaire du Conseil ...



PAGE 3



 <p><b>SOMMAIRE</b></p>	<p>Gabon/Élections <b>La nouvelle coalition de l'opposition appelle à ignorer les législatives</b></p>  <p>P 4</p>	<p>Togo <b>Une vision du développement humain qui ne laisse personne de côté</b></p>  <p>PP 6&amp;7</p>	<p>Salubrité publique <b>Lancement officiel de la campagne de communication sur la gestion des déchets solides</b></p>  <p>P 11</p>
--	---	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

” Grâce au FNFI, j’exerce une activité qui me rapporte des revenus et qui contribue à mon épanouissement”, KETESSIM Solim Essokazi, bénéficiaire AJSEF

Echos des bénéficiaires des produits FNFI nous conduit à Kara, dans la préfecture de la Kozah pour partager avec nous les témoignages d’un jeune homme, la trentaine qui croit fortement que son avenir dépend de ses propres labeurs. Il s’est lancé depuis lors dans la transformation, avec un moulin à son actif acquis grâce au concours financier du Fonds National de la Finance Inclusive, notamment via son produit Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF). Aujourd’hui, Kétéssim Solim Essokazi est à son propre compte, très heureux de pouvoir se prendre en charge à travers les revenus qu’il génère de son activité.

Kétéssim Solim Essokazi fait partie du Groupe Solidaire Espoir, groupe de 4 jeunes, tous dans le secteur de la transformation qui exercent leurs activités à Tomdè, un des quartiers populaires de la ville de Kara.

” Je suis issue d’une famille très modeste, et très tôt je savais que mon avenir dépendait de ma force, de ma propre volonté de pouvoir me prendre en charge. Comme tel, mes parents ne pouvaient subvenir entièrement à nos besoins, et il me fallait, en tant qu’ainé de ma famille voler de mes propres ailes et venir au secours de mes autres frères et sœurs. Seul atout dont je bénéficiais, un petit magasin à l’entrée de notre maisonnée, local que pouvais utiliser pour

exercer une activité qui nous soit rentable à tous. Je n’ai pas à proprement parler appris un métier, mais depuis longtemps je m’intéressais à tous les métiers qui se rapportaient à la transformation. Le métier de meunier me semblait très adapté. Pour cela, étant donné que j’avais déjà un petit local, il me fallait tout simplement un appui financier pour pouvoir acheter un moulin et me lancer dans mon activité”.

C’est justement pour soutenir les jeunes artisans de notre pays avec des idées d’entreprises mais sans moyens financiers de se lancer, que le FNFI avec le concours de solides Prestataires de Services Financiers partenaires met en route depuis 2015 le produit AJSEF, un produit

très adapté aux besoins spécifiques de la classe jeune.

” Dans mes tentatives de pourvoir avoir accès au microcrédit, j’ai été orienté vers PROMOFINANCE, une institution de microfinance partenaire du FNFI qui mène ses activités dans la région de la Kara. De fructueux échanges avec l’agent de crédit de ladite institution m’a permis de me rendre compte que j’étais éligible au crédit jeune. Une fois mis au parfum des conditionnalités d’accès à ce produit, les autres membres de mon groupe solidaire et moi-même avons tout mis en œuvre pour remplir toutes les conditions exigées. Formation en création de microentreprises, gestion de crédit, de quoi nous donner tous les outils à pouvoir nous lancer dans la



Kétéssim Solim Essokazi


vie active en mettant à nos côtés toutes les chances de réussir. Conformément à ma demande, j’ai obtenu une première tranche de crédit de 200.000 FCFA qui m’a permis de pouvoir acheter un moulin comme vous le voyez. Je n’avais besoin que de ça pour pouvoir me lancer. Une fois le moulin acheté, je l’ai installé dans mon petit magasin et j’ai tout de suite lancer mes activités. La véritable chance que j’avais est que mon moulin se situait dans un périmètre où aucun autre moulin ne se trouvait. Le fait que je suis le seul dans le coin a fait que ma clientèle

est très nombreuse. J’ai donc facilité les échanges à plusieurs ménages qui ne sont plus obligés de se rendre plus loin pour moudre leurs céréales. Ce faisant, non seulement je dégage des revenus mais aussi je rends service. Grace au FNFI, je peux moi aussi dire que j’exerce ne activité qui me rapporte des revenus et qui contribue à mon épanouissement. Et je suis convaincu que telle doit être la vie de l’humain... Travailler tous les jours pour gagner son pain quotidien et contribuer à sa manière au renforcement de l’économie nationale.”

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





	<p>Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper</p>	<p>Directeur de publication : Motchosso Kodolakina</p> <p>Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari</p> <p>Responsable web: Carlos Amevor</p> <p>Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie</p>	<p>Attipoe Edem Kodjo</p> <p>Responsable administrative: Gloria Léma Yagla</p> <p>Service commercial: DIRECT AGENCY Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92</p> <p>Graphiste: Eros Dagoudi</p>	<p>Imprimerie: Direct Print</p> <p>Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)</p>
---	--	--	---	---



Crise au Niger

# Alassane Ouattara contre Faure Gnassingbé ?

**A travers les réseaux sociaux, des personnes affirment qu'il y aurait une brouille diplomatique entre le président togolais Faure Gnassingbé et son homologue ivoirien Alassane Ouattara. Ce dernier aurait même insulté son jeune frère lors d'un appel téléphonique dénué de toute courtoisie. Mais, de quelles preuves disposent ces individus ?**



Faure Gnassingbé (à gauche) et Alassane Ouattara

Selon les colporteurs de ces fausses informations, lors de l'appel téléphonique, Alassane Ouattara aurait accusé Faure Gnassingbé d'avoir gardé le silence lors des sessions de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement

de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), et d'avoir pris des initiatives isolées plus tard.

Le président ivoirien peut être considéré comme étant le chef de file des dirigeants belliqueux de la Cedeao, ceux qui sont

pour sa part resté fidèle à sa diplomatie de paix, et n'a visiblement pas envie de s'associer à une telle guerre.

Selon des informations précises, c'est grâce aux efforts du chef de l'Etat du Togo qu'une délégation de la Cedeao a finalement réussi à se faire recevoir par la junte nigérienne et à rencontrer le président déchu Mohamed Bazoum. Cela n'est-il pas une bonne chose ? Ne faut-il pas privilégier le dialogue, la diplomatie, à une guerre qui risque de déstabiliser toute la sous-région ? Doit-on sacrifier des millions de vies et retarder considérablement le développement des pays de la région parce que des puissances étrangères voudraient protéger leurs intérêts ?

Une vision aussi lucide, en accord avec le bien-être des peuples devrait-elle constituer un sujet de dissension entre les dirigeants ? Alassane Ouattara serait-il assoiffé de sang ? Pour quelle raison va-t-il s'en prendre à son homologue togolais

au point de l'insulter au mépris de toutes les règles diplomatiques si le président togolais décide de travailler à la paix ?

Selon des sources sûres, Alassane Ouattara n'a jamais levé la voix sur le président de la République. Les deux hommes ont eu des échanges plutôt conviviaux et respectueux. Il faut être particulièrement ignorant du fonctionnement des institutions pour penser qu'un chef d'Etat puisse « savonner » un autre.

Quoi qu'il en soit, le président Faure Gnassingbé est un dirigeant respecté de ses pairs et dont la voix est d'autant plus entendue que sa diplomatie pragmatique, humaniste et efficace a plus d'une fois obtenu des résultats probants connus de tous, en plusieurs circonstances. Il est avéré que sa sagesse et son tact forment aujourd'hui l'unique voie de salut pour l'Afrique de l'Ouest et le reste du continent.

TM

## Abidjan / AGE du Conseil des collectivités territoriales

# la faïtière des communes du Togo bien présente

**Des élus locaux de 8 pays ont participé à l'assemblée générale extraordinaire du CCT-Uemoa, les 21 et 22 août 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Une délégation conduite par Yawa Kouigan, maire d'Atakpamé et présidente de la faïtière des communes du Togo représente le pays.**

Cette assemblée générale extraordinaire du Conseil des collectivités territoriales-Uemoa a permis aux élus locaux d'élaborer la Feuille de route du Conseil pour les 5 prochaines années. Pour ce faire, le Conseil dressera le bilan des acquis de 2012 à 2022. Par la même occasion, les instances dirigeantes à savoir le bureau exécutif et les commissions seront renouvelés. Le bureau actuel du CCT-Uemoa est présidé par le ministre François Albert Amichia, maire de la commune de Treichville en Côte d'Ivoire.

A cet effet, Yawa Kouigan, la maire de la commune Ogou 1 a été élue première vice-présidente ce mardi, lors d'une assemblée extraordinaire. Elle va co-diriger durant les deux

prochaines années, le Conseil des collectivités territoriales de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CCT-Uemoa) en qualité de première vice-présidente de l'organe.

Au sein du Conseil, le Togo est représenté par : la présidente de la faïtière des communes du Togo, la présidente du Refela-Togo, les vice-présidents des régions Maritime, Centrale, Savanes, et du Grand Lomé. Au total, six représentants locaux élus représentent chaque Etat.

Le choix de ces représentants se fait conformément à l'article 3 du règlement intérieur du CCT-Uemoa. Cet article dispose : « la désignation des représentants de chaque Etat au CCT est

organisée sur la base des critères suivants : dans le respect du principe de la légitimité démocratique, la représentation équitable des différentes catégories de collectivités

capitales, le respect de la représentativité des femmes. »

Le Conseil des collectivités territoriales est un Organe consultatif de l'Uemoa créé par Acte Additionnel

territoriales à la réalisation des objectifs de l'Union. Le CCT-Uemoa est composé de 48 représentants des collectivités territoriales. Ils sont désignés par les associations de pouvoirs



Assemblée générale extraordinaire du CCT-Uemoa ce 21 août à Abidjan en Côte d'Ivoire

territoriales dans l'Etat membre, la répartition géographique équitable des délégués sur le territoire de l'Etat membre, la prise en compte du rôle spécifique des villes-

n°02/CCEG/Uemoa/2011 du 30 mai 2011 de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. Sa principale mission est d'assurer la participation des collectivités

locaux titulaires d'un mandat au sein d'une collectivité territoriale issue d'une élection au suffrage universel.



Niger/Coup d'État

# Bras de fer entre la Cedeao et la junte sur les 3 ans de transition envisagé

*Au moment où les émissaires de la Cedeao étaient à Niamey, samedi 19 août 2023, pour trouver une solution pacifique à la crise, le nouvel homme fort du Niger, le général Abdourahamane Tiani, a annoncé une transition de trois ans maximum, avant de rendre le pouvoir aux civils. Une décision que l'instance sous régionale juge inacceptable et exige le rétablissement du président Bazoum dans ses fonctions.*



Le drapeau du Niger

A vue d'œil, la résolution de cette crise n'est pas pour demain. Comme il fallait s'y attendre, la junte nigérienne propose, tout comme ses sœurs du Mali et du Burkina Faso, une transition de 3 ans maximum avant de rendre le pouvoir aux civils.

« Notre ambition n'est pas

précisant que la durée de la transition « ne saurait aller au-delà de trois ans ». Il a annoncé, dans la foulée, le lancement d'un « dialogue national » qui dispose de trente jours pour formuler des « propositions concrètes » en vue de poser « les fondements d'une nouvelle vie constitutionnelle ».

A la Cedeao, cette option n'est même pas envisageable. Ou du moins, elle ne semble être pas à l'ordre du jour. Pour Abdel-Fatau Musah, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), « Une période de transition de trois ans est inacceptable ».

« Nous voulons que l'ordre constitutionnel soit restauré le plus rapidement possible », a-t-il ajouté réaffirmant la position inflexible de l'organisation régionale depuis le coup

d'Etat du 26 juillet. Cette position de la junte nigérienne rappelle celles du Mali et du Burkina Faso qui, dans les mêmes situations, avaient tenu la dragée haute à la Cedeao en claquant le retour à l'ordre constitutionnel sur une transition de 3 ans.

Mais cette fois ci, la Cedeao semble opter pour une autre méthode, celle de l'intervention militaire pour forcer au retour à l'ordre constitutionnel. Vendredi, après une réunion de ses chefs d'état-major à Accra, M. Musah avait indiqué que « le jour de l'intervention » était fixé, tout comme « les objectifs stratégiques, l'équipement nécessaire et l'engagement des Etats membres ». « Si une agression devait être entreprise contre nous, elle ne sera pas la promenade de santé à laquelle certains croient », a répondu le général Tiani.

T.M.

## Gabon/Élections

# La nouvelle coalition de l'opposition appelle à ignorer les législatives

*La principale coalition de l'opposition au Gabon, la plateforme Alternance 2023, qui s'est ralliée derrière un unique candidat, Albert Ondo Ossa, pour défier le président sortant Ali Bongo Ondimba à l'élection présidentielle du 26 août, a appelé dimanche ses partisans à ignorer les législatives qui se tiendront le même jour.*



Albert Ondo Ossa

Lors du même meeting à Libreville, les ténors de l'opposition ont de nouveau accusé le pouvoir d'avoir instauré au dernier moment un bulletin de vote unique pour la présidentielle et les législatives. Une « manœuvre » destinée, selon eux, à favoriser la réélection d'Ali Bongo, au pouvoir depuis quatorze ans, et son tout-puissant Parti démocratique gabonais (PDG). Le Centre gabonais des élections (CGE), qui régit les scrutins, l'a imposé il y a un mois : la personne qui voudra voter dans sa circonscription pour un député sera obligée de voter, avec le même bulletin, pour le candidat de son parti à la présidentielle, ou inversement. Or M. Ondo Ossa, un indépendant, ne représente aucun parti et il

L'opposition dénonce un « bulletin inique » bafouant « la liberté de vote » et la séparation des pouvoirs.

Alternance 2023 comptait six candidats jusqu'à vendredi 18 août quand, au terme de longues négociations, elle a finalement opté pour M. Ondo Ossa. A la grande surprise des Gabonais car cet outsider, peu connu du public, a été choisi au détriment de plusieurs figures de l'opposition, dont deux adossés à de vieux partis bien implantés.

Les cinq qui se sont retirés du scrutin se sont succédé à la tribune d'Alternance 2023 dimanche pour demander à des partisans hurlant « A bas le PDG, à bas Bongo », de ne voter « que pour le professeur Ondo Ossa » le 26 août et d'ignorer les législatives.

M. Ondo Ossa avait assuré vendredi à l'AFP qu'en cas de victoire il dissoudrait la nouvelle Assemblée nationale pour de nouvelles législatives.

L'opposition est chroniquement très divisée au Gabon et le choix tardif et laborieux d'Alternance 2023, à une semaine du scrutin seulement – face à un Ali Bongo qui mène une intense campagne très médiatisée avec d'énormes moyens financiers – risque d'obérer les possibilités d'une alternance, analysent les experts. D'autant que le PDG et ses alliés dominent quasiment sans partage l'Assemblée nationale de ce petit Etat pétrolier parmi les plus riches d'Afrique, mais dont un tiers des habitants vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale.

T.M. et Le Monde Afrique

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm tm tm tm tm tm tm

togomatin togomatin togomatin togomatin

sur sur le portail

monKIOSK.com ou Lome.com

www.monkiosk.com www.alome.com



Aviation civile

L'Etat togolais possède désormais 14,39% du capital social de la compagnie Asky AirLines

L'Etat togolais fait son entrée dans le Capital social de la compagnie aérienne panafricaine Asky AirLines. Une prise de participation à hauteur de 6 milliards de francs CFA, représentant 600.000 actions, soit 14,39% du capital de la compagnie Asky. La cérémonie de signature du protocole d'accord de cette prise de participation s'est déroulée ce lundi 21 août 2023 à Lomé.

Le poids économique du transport, notamment celui aérien joue un rôle central dans le déplacement des personnes et des biens. C'est au regard de ces enjeux que l'exécutif togolais accorde une importance cruciale au développement de ce secteur et son intérêt à la compagnie Asky.

Pour le ministre Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances, la prise de participation dans le capital d'Asky est plus qu'un simple investissement financier. « Il s'agit d'un investissement stratégique au regard de sa politique d'intégration de la sous-région et d'ouverture de notre pays au reste du monde ».

La signature des documents par le ministre Sani Yaya, représentant l'Etat togolais et Gervais Kokou Djondo, président

du Conseil d'administration d'Asky marque un grand jour dans l'histoire de l'aviation civile au Togo. Ce dernier a quant à lui salué le rôle joué par leur conseil d'avocat, représenté par Sana Agbayissah. Gervais Kokou Djondo s'est aussi réjoui de cet accord avec l'Etat togolais : « Vous pouvez compter sur Asky,

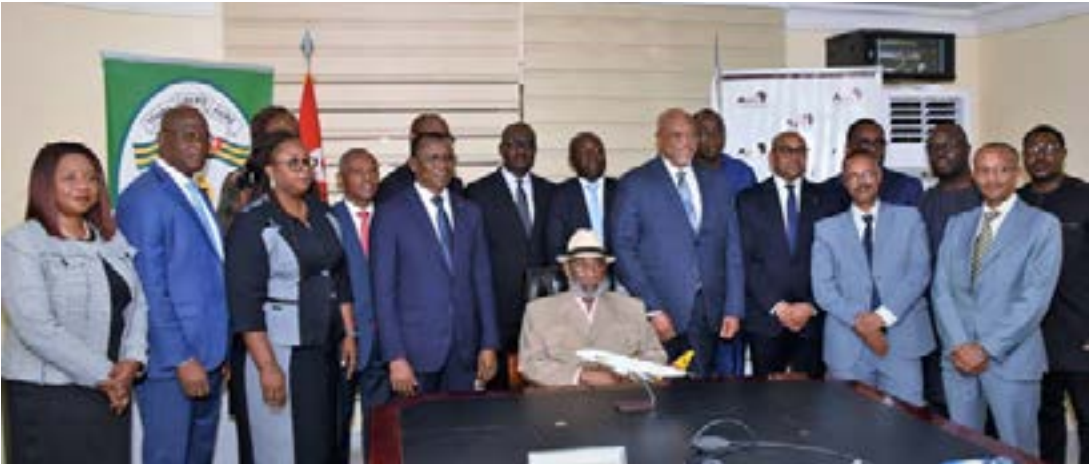


Photo de famille lors de la cérémonie de signature du protocole d'accord relatif à la prise de participation de l'Etat togolais car nous sommes sur la bonne voie ».

« Nous avons la ferme

conviction que cette prise de participation à hauteur de 6 milliards de francs CFA, soit 14,39% du capital social d'Asky par l'Etat va contribuer sans aucun doute à la



Cérémonie de signature du protocole d'accord relatif à la prise de participation de l'Etat togolais

consolidation financière et opérationnelle de cette compagnie aérienne à laquelle le chef de l'Etat et le gouvernement accordent

social d'Asky, ajoute-t-il, est : « un signal fort envoyé aux investisseurs nationaux et internationaux, quant à notre engagement et la volonté du chef de l'Etat envers le secteur privé et

notre volonté de créer un environnement favorable aux investissements et de renforcer l'intégration économique régionale ».

de la compagnie dénote du soutien des autorités à la compagnie et induit un accroissement du capital et de ses destinations ».

Avec une flotte de treize

13 appareils et desservant vingt-six (26) villes dans 24 pays d'Afrique, cette prise de participation est un pas de plus vers la vision de l'exécutif de faire du Togo un hub logistique.

La compagnie aérienne panafricaine Asky a un capital de 60 milliards de F CFA. Ce capital est détenu à 40 % par Ethiopian Airlines, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Ecobank et la Banque d'investissement et de développement de la Cédéao (BIDC) chacune de l'ordre de 18% aux côtés d'investisseurs privés majoritairement africains.

Edy Alley (Stagiaire)

Secteur brassicole

Chill Pomme, le nouveau produit de boissons rafraîchissantes BB Lomé

La Brasserie BB Lomé est devenue depuis quelques jours: boissons rafraîchissantes BB Lomé. Comme pour marquer l'avènement de sa nouvelle raison sociale, elle vient de mettre sur le marché un nouveau produit. Il s'agit de la bière aromatisée dénommée « Chill Pomme ». Le produit a été lancé officiellement le mercredi dernier à Lomé. Chill Pomme présente un taux d'alcool de 2% et offre une alternative aux consommateurs.

Selon la BB Lomé, la nouvelle boisson Chill Pomme répond à la demande des consommateurs d'avoir une bière aromatisée à très faible degré d'alcool. Elle entre également dans le cadre des innovations, notamment avec un mélange de la limonade avec des extraits de pomme sur le grand marché traditionnel.

Cette nouvelle boisson de la

BB Lomé est disponible sur le marché au prix de 500 Fcfa. Elle est caractérisée par la limonade, l'alcool à faible quantité, la pomme, la saveur sucrée et légère au goût.

Selon Ahmed Ayandedji, responsable marketing à BB Lomé, Chill Pomme est une boisson qui répond à la demande excessive des consommateurs d'avoir une boisson issue de la famille Chill avec un goût



de pomme. « Chill Pomme est un panaché faiblement alcoolisé, léger et désaltérant. Son attaque au goût de pomme associé à de la bière, transmet une expérience

de dégustation des plus élégantes. Chill Pomme offre une alternative et reste disponible partout. La marque de ses 2% en taux d'alcool se démarque par son caractère unique », a indiqué Ahmed Ayandedji,

responsable marketing. Le produit est disponible et commercialisé aux points de ventes des marques de BB Lomé pour être plus proche des consommateurs.

TM



Togo

# Une vision du développement humain qui ne laisse personne de côté

Accroître la richesse dans le but de répondre aux exigences du développement social des Togolais, telle se présente l'ultime ambition des dirigeants du pays. Cette volonté se manifeste à travers des efforts soutenus et des réformes économiques.



Le Pnud aux côtés du gouvernement

Le Togo crée un environnement propice à la croissance et au bien-être de chaque habitant dans tous les domaines. Ainsi, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) publie régulièrement le rapport sur le développement humain (RDH) pour fournir une analyse approfondie et objective de la situation du développement humain à travers le monde.

### Indice du développement humain : le Togo sur le bon chemin

Le rapport 2021-2022 intitulé « temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation » met en évidence le contexte actuel du développement, dominé par des incertitudes chroniques et interactives à l'échelle mondiale. Dans ce climat de crises et d'incertitudes, le Togo a réussi à réaliser des progrès avec un Indice du développement humain (IDH) qui est passé de 0,515 en 2019-2020 à 0,539 en 2021-2022. Il occupe ainsi le deuxième rang des pays de l'Uemoa derrière la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, le rapport révèle que le revenu national brut a connu une hausse exceptionnelle, passant de 1 602 dollars en 2019-2020 à 2 167 dollars en 2021-2022. L'espérance de vie à la naissance est quant à elle passée de 61 ans à 61,6 ans sur la même période.

L'avancée est le fruit des projets et programmes déployés par le pays dans le domaine des infrastructures de base ainsi que des réformes économiques. D'importants investissements ont été consentis pour garantir aux ménages et communautés défavorisées un accès accru aux infrastructures socioéconomiques essentielles.

Dans le cadre du projet des Filets sociaux de base (FSB), pas moins de 133 microprojets ont été réalisés. On compte la construction de 83 établissements scolaires, l'installation de 70 forages équipés de systèmes mini-adduction d'eau potable, la création de 19 centres communautaires, l'établissement de 10 unités de soins périphériques, la

construction de 06 hangars de marché et la mise en place de 02 réservoirs d'eau. L'ensemble de ces réalisations a mobilisé des fonds d'une valeur de plus de 05 milliards de francs CFA. Initialement prévu pour prendre fin en décembre 2021, le projet a été prolongé jusqu'en juin 2023, offrant ainsi des avantages supplémentaires à 26 250 ménages résidant dans la grande agglomération de Lomé.

### Réduction du chômage dans le secteur de l'enseignement

La lutte contre la pauvreté et la création d'emplois enregistrent des avancées majeures grâce aux multiples actions du gouvernement. Le monde éducatif et plusieurs milliers de jeunes demandeurs de travail bénéficient de la récente décision du ministère en charge de la Fonction

secondaire, technique et de l'Artisanat pour renforcer les effectifs pour l'année 2023-2024, c'est finalement 4 501 personnes qui vont être recrutées.

Rehausser la qualité de l'éducation au Togo tel que le gouvernement le souhaite, passe de toute évidence par la mise à disposition du monde éducatif d'enseignants qualifiés en nombre suffisant. Ces dernières années, les enseignements primaire et secondaire voient constamment leurs effectifs augmenter. Aux 41 685 enseignants recensés en 2020 sont venues s'ajouter 2 400 nouvelles recrues en 2021 et 3 000 en 2022. Pour le nouveau recrutement, la répartition envisagée est de 850 candidats pour le préscolaire, 1 680 pour l'école primaire, 824 pour le premier cycle du secondaire (collège). Le deuxième cycle du secondaire (lycée) comptera 676 enseignants et 471 seront pour le secondaire technique et professionnel.

C'est ce que garantissent les pouvoirs publics. Le recrutement concerne plusieurs filières, il fera surtout la part belle aux enseignants volontaires dont la situation fait l'objet d'une attention particulière de l'exécutif. Depuis la mise en place de sa politique de l'emploi en 2018 et mise à jour en 2021 avec pour objectif de créer des emplois décents pour les jeunes, des milliers d'emplois ont été créés sur l'ensemble du pays.

En 2020 on estimait à plus de 200 000 fonctions directes et indirectes créées dans le cadre du Programme national de développement (PND 2018-2022). Dans le cadre de cette même politique de l'emploi, le ministère du Développement à la base

### Progression du crédit-bail et de l'affacturage

Le pays s'offre les moyens de sa politique avec le déploiement de plusieurs stratégies innovantes et probantes destinées à relever de façon drastique le niveau de vie de la population. Plusieurs types de financements sont alors accordés aux demandeurs avec des conditions suffisamment revues à la baisse pour un meilleur impact. C'est donc naturellement que la situation de l'affacturage et du crédit-bail est très intéressante.

L'affacturage est une technique de financement permettant à une entreprise de céder ses créances à une société spécialisée en échange de liquidités, améliorant ainsi sa trésorerie et finançant ses activités. Les opérations d'affacturage ont connu une hausse à fin mars 2023 selon le ministère de l'Économie et des Finances. Les financements par affacturage ont enregistré une progression, avec un encours qui a atteint 19 milliards de francs CFA à la date susmentionnée.

Ceci représente près du triple des 07 milliards observés il y a une année plus tôt. C'est donc une évolution annuelle de 171%, justifiant l'adoption massive de l'affacturage par les entreprises comme moyen de financement de leurs activités.

Le crédit-bail est défini comme une technique de crédit dans laquelle le prêteur offre à l'emprunteur la location d'un bien. Il est utilisé pour l'acquisition d'actifs tels que des équipements, des véhicules ou des biens immobiliers, sous forme de "location". A ce niveau également, il y a une progression puisque les opérations ont connu une croissance véritable. Elles se sont doublées en un an, atteignant 23 milliards de francs CFA à la fin du premier trimestre de l'année 2023.

En effet, les autorités garantissent que l'encours du financement par affacturage est passé de 02 milliards en juin 2021 à 09 milliards à fin juin 2022, c'est une progression de 350% en glissement annuel. Puis les activités de crédit-bail ont monté de 16% en glissement annuel, pour atteindre 14 milliards à fin juin 2022.

### Projet Coso pour un développement harmonieux



Yawa Kouigan, maire Ogou 1

publique, de lancer un concours de recrutement d'enseignants. Au lieu des 3 500 nouveaux enseignants fonctionnaires annoncés par le ministère des Enseignements primaire,

peut revendiquer en 2021, 26 200 emplois durables créés pour les jeunes à travers le financement de projets et programmes à hauteur de 19 milliards de francs CFA.





Certaines régions du Togo sont plus en évolution que d'autres, c'est un fait. Néanmoins le pays travaille sans relâche pour réduire le gap existant entre les différentes localités sur le territoire en matière de développement social et

économique. L'initiative Coso est l'un des outils efficaces d'amélioration des conditions de vie utilisés pour y parvenir. Et il démontre très bien son potentiel. Le projet de Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (Coso) a été pensé pour

une lutte adaptée contre la pauvreté. Au Togo, il est exécuté par l'Anadeb dans 40 cantons frontaliers dont 36 dans la région des Savanes, 02 dans la Kara et 02 dans la région Centrale.

En juin 2023, les autorités se sont penchées sur la progression du projet Coso exécuté dans une approche de « développement conduit par les communautés (DCC) ». Coso assure un accompagnement spécifique aux communautés pour leur auto prise en charge des activités. Le projet s'occupe aussi de la mise en place des infrastructures de base, de l'exécution des microprojets, des formations à la conduite du processus de passation de marché, l'entretien des

ouvrages, etc.

À Cinkassé, des infrastructures ont été construites ou réhabilitées comme le centre communautaire et le forage photovoltaïque de Gnoaga Centre ; des bâtiments scolaires, des ouvrages marchands existants et d'autres en cours de réalisation. Dans le canton, 24 villages ont retenu 26 sous-projets dans les secteurs eau, énergie, éducation, santé, pistes rurales, assainissement pour une allocation totale d'un milliard de francs CFA. Dans le canton de Mango, 20 villages ont retenu la réalisation de 08 sous-projets dans le secteur de l'éducation, 07 sous-projets d'électrification, un sous-

projet de construction d'un dalot sur une piste rurale, un centre communautaire, la réhabilitation d'un forage, 02 magasins de stockage pour une allocation totale d'environ un milliard de francs.

Coso met les moyens pour. Il est une autre forme de lutte contre les vulnérabilités auxquelles sont confrontées les populations. Le projet s'étend sur une période de 05 ans, c'est-à-dire de 2022 à 2027. Il est financé à hauteur de 33 milliards de francs CFA. Un autre objectif qui lui est assigné est d'améliorer la collaboration régionale et la résilience socioéconomique et climatique des communautés.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Sculpture

# Qui est Dodji Agbétoglo, l'artiste médaillé de bronze aux 9èmes Jeux de la Francophonie ?

**Le Togo a remporté, il y a quelques semaines la médaille de bronze aux 9es jeux de la Francophonie dans la catégorie sculpture, dans le cadre de la 9ème édition des Jeux de la francophonie, qui se s'est déroulé à Kinshasa en République Démocratique du Congo. C'est le sculpteur Kwami Dodji Agbétoglo qui a ainsi hissé le drapeau togolais à ces Jeux internationaux. L'occasion pour notre rédaction de lui rendre un vibrant hommage et saluer un talent en pleine percée.**



Radio Okapi/Ph. Jonathan Fuanani

Depuis plus de 15 ans, la sculpture de bois n'a pas de secret pour cet artiste qui a déjà bénéficié d'un séjour de travail d'un mois en Chine, ce qui lui a permis d'affûter sa démarche et de participer

à d'autres événements à travers le monde. Diplômé, auparavant, de l'atelier de sculpture du village artisanal de Lomé, l'artiste, Kwami Dodji Agbétoglo s'inspire principalement des allégories issues de

l'imaginaire social africain et des pratiques rituelles endogènes. Il questionne le bois pour en extraire l'immatérialité intérieur. Il instaure un dialogue entre lui et son œuvre. Depuis, quelques années il tient un atelier et une galerie baptisée « Tayé Tayé », qui lui confèrent une progressive réputation sur la place de Lomé.

À Kinshasa, l'académie des Beaux-Arts, au Musée national de la RDC, au cours de son récent séjour, il confie avoir été marqué par « l'engagement culturel, les belles infrastructures et une population qui aime l'art ». C'est là, qu'il a été logé à la troisième place synonyme de la médaille de bronze, le 3 août dernier. Une date mémorable pour l'artiste.

Aux Jeux de la Francophonie en RDC, c'est son œuvre « Edou Legba » a retenu l'attention du jury. Une originalité recherchée dans la diversité culturelle présente à Kinshasa.

A travers, le bois, sa matière de prédilection, Dodji Kwami taille, cisaille, scie, coupe, découpe, sculpte, assemble, brûle, peint, fixe et fige... pour toujours, ses personnages contemporains, dans un regard, une émotion, une époque qui lui permettent de se réapproprier la question de l'existence et



de la destinée. Pour parvenir en effet à leur équilibre, les personnages de Dodji semblent exister et évoluer comme s'ils étaient eux-mêmes à la fois, la matière et le matériau qui sert à leur dégrossissement, à leur polissage, charpentage à la suite desquels ils renaissent à une nouvelle vie. Les scories de l'usure délaissées ne sont pourtant pas inutiles. Elles sont toujours indispensables pour le cheminement plastique et esthétique, elles essaient toujours la voie, comme la volonté génératrice du « travail » bien fait. Une volonté aussi coriace que la ferraille qui épouse le bois, aussi fluide que le dialogue permanent qui s'instaure entre l'artiste

et le bois qui se laisse travailler.

Fort de de son triomphe récent de Kinshasa, l'artiste tient à remercier toutes les bonnes volontés qui ont œuvré en vue de la participation des arts et de la culture du Togo à ce rendez-vous. Kwami Dodji Agbétoglo est particulièrement touché par la détermination et la volonté du ministre de la Culture, Dr. Gbényon Lamadokou et toute son équipe qui ont été d'une implication rare, pour faire voyager sa gigantesque œuvre, celles des autres artistes togolais et ensuite pour leur facilitation qui leur a assuré un bon séjour.



ECOWAS COMMISSION

ECOWAS COMMISSION  
Regional Agency for Agriculture and Food  
ARAA



ECOWAS COMMISSION  
Regional Agency for Agriculture and Food  
RAAF

Avis à manifestations d'intérêt  
Sélection d'un consultant - Auditeur externe


Projet:	Programme de résilience du système Alimentaire en Afrique de l'Ouest
Source de financement:	Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale)
N° Accord:	IDA-D9230
Méthode de sélection:	Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC)
Référence sélection:	ARAA/FRSP/2023/AMI/033
Objet:	<b>Sélection d'un auditeur externe pour l'audit des comptes des exercices 2023 et 2024 du FSRP CEDEAO</b>
Date de publication (1ère)	14 août 2023
Date de limite:	13 Septembre 2023 à 17h00 GMT

1. La Commission de la CEDEAO a reçu un financement de l'Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale) pour le financement des coûts du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) et a l'intention d'utiliser une partie du financement pour le paiement des services d'un **auditeur externe pour la réalisation de l'audit des comptes des exercices 2023 et 2024 du FSRP CEDEAO** Les termes de référence (TdRs) sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et à travers le lien suivant : <https://araacedeao.sharepoint.com/:f:/s/Procurement/EmdMjR5ZrjNNnGvBWjrYKIEBuJ37MKJdmfZA3TN7sP8qrg?e=jBXyof>.
2. Les candidatures sont reçues au plus tard le **14 septembre 2023 à 17h00 GMT** en suivant les instructions mieux décrites dans les termes de références.
3. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : [procurement@araa.org](mailto:procurement@araa.org) cc : [ctienon@araa.org](mailto:ctienon@araa.org), [mnakorba@araa.org](mailto:mnakorba@araa.org) , [lbarnabo@araa.org](mailto:lbarnabo@araa.org) avec en objet « **AMI033 FSRP- auditeur externe**».







AMBAASSADE DE FRANCE AU TOGO  
13 AVENUE MAHA FOUSSÈNE - 01 BP 337 - LOMÉ - TOGO  
☎ (228) 22 23 46 00



**CORIS MONEY**  
Simple et cool !



**Avec Coris Money**





**Transferts**  
**OF**

---


**Retraits**  
**Minimum**  
**100F**  
**Maximum**  
**1%**

Appelez votre banque au **8283**

**SIMPLE & COOL**

[www.corismoney.com](http://www.corismoney.com)  
Disponible gratuitement sur  



offre soumise à conditions

par  **CORIS BANK**  
INTERNATIONAL



Sécheresses et inondations

Une approche globale est nécessaire pour faire face à la crise de l'eau

Le monde entier fait face à une crise sans précédent liée à l'eau. Les extrêmes météorologiques malmènent les populations ; les sécheresses pour les uns, les inondations pour les autres. D'autres zones subissent ces fléaux de façon alternée. Que faire pour y remédier, ou du moins atténuer et aider les populations à s'adapter à ces nouvelles conditions climatiques ?



La crise de l'eau s'illustre par des inondations

Au niveau des Nations unies, l'on se penche sur une nouvelle approche. Une conférence dénommée « La semaine mondiale de l'eau » se déroule à Stockholm la capitale de la Suède, du 20 au 24 août 2023. Elle est soutenue par l'Organisation des Nations unies (Onu). Cette rencontre est l'occasion de faire un état des lieux du problème qui se pose depuis un moment sur l'ensemble de la planète. En effet, aucun pays n'est épargné. Les Etats-Unis en sont l'illustration parfaite.

Les défis de l'eau aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, dans l'Etat de Washington, le village côtier de Taholah, qui abrite la nation indienne Quinault, est devenu un symbole des effets du changement climatique ces dernières années. Les inondations causées par l'élévation du niveau de la mer et les conditions météorologiques extrêmes obligent cette petite communauté de 650 habitants à quitter des terres qu'elle habite depuis des milliers d'années pour des terrains plus élevés. Des totems traditionnels surplombent le village de Taholah. Sculptés dans du cèdre, ces totems dépeignent des coutumes anciennes, de la pêche au canoë, honorant le lien avec la terre et les animaux.

Tsunami n'est peut-être pas un terme couramment entendu lorsqu'on parle de la météorologie aux Etats-Unis, mais pour le conseiller municipal Quinault, Ryan

Hendricks, les exercices d'urgence étaient un élément habituel, quoique terrifiant, de son enfance.

« J'ai vécu quatre évacuations liées à un tsunami ici depuis que je suis enfant », a-t-il expliqué. « Et le plus gros souci maintenant est que j'ai ma propre famille, et je crains que cela se produise la nuit. Nous avons la chance d'avoir des sirènes d'alerte au tsunami, mais on dit qu'elles sont bonnes pour environ 10 à 15 minutes de temps d'évacuation. Cela signifie : pas d'effets personnels, pas de photos. Vous êtes heureux de partir avec votre vie », déclare-t-il avec amertume.

Déplacer les communautés affectées par le climat

En novembre 2022, le gouvernement américain a accordé 25 millions de dollars, chacune, à trois communautés autochtones, dont les Quinault. À ce jour, il s'agit de l'un des plus grands efforts du pays pour déplacer les communautés menacées par les effets catastrophiques du changement climatique.

Pour la Nation Quinault, autogérée depuis 1990, le processus de relocalisation a commencé il y a deux décennies, incluant le déménagement de la clinique de santé de la communauté. « Nous sommes très reconnaissants pour les dollars que nous avons reçus jusqu'à présent, mais

c'est le quart de ce qu'il en coûtera pour monter sur la colline », affirme Guy Capoeman, président de la nation Quinault. Johannes Cullmann, vice-président d'Onu-Eau explique que la crise climatique « est avant tout une crise de l'eau ».

« Sur fond d'élévation du niveau de la mer due à la fonte des glaciers et d'évolution du régime des précipitations, des périodes de sécheresse plus longues sont liées à la multiplication des incendies. Tout notre environnement change si les précipitations changent, car c'est cette humidité dans nos écosystèmes, et dans les sols qui permet à nos plantes de pousser, mais nous protège également de la chaleur et de la sécheresse extrêmes», précise le fonctionnaire onusien.

Sécheresse en Arizona

À environ 2.400 kilomètres de là, à Phoenix, en Arizona, située dans le désert de Sonora, une méga-sécheresse de 23 ans suscite des inquiétudes quant à la manière dont la ville peut maintenir son approvisionnement en eau.



La crise de l'eau s'illustre aussi par des sécheresses

La ville est actuellement aux prises avec une vague de chaleur. Le mois de juillet a connu 31 jours consécutifs de températures supérieures à 43°C (110 °F), battant le précédent record de 18 jours établi en juin 1974.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a déclaré juillet 2023 comme étant le mois le plus chaud jamais enregistré. Une équipe d'employés et de bénévoles du nouveau bureau de la réponse et de l'atténuation de la chaleur de la ville de Phoenix, le premier du genre aux

Etats-Unis, s'emploie à fournir rapidement de l'eau à la population sans-abri de la ville.

Michelle Litwin, responsable du programme d'intervention en cas de chaleur, mène des activités de sensibilisation dans les zones vulnérables quatre fois par semaine. « Il y a certainement un sentiment d'urgence plus élevé. Nous constatons malheureusement que le nombre de décès liés à la chaleur va dans la mauvaise direction chaque été », fait-elle remarquer.

'Bassin mort'

L'approvisionnement en eau autrefois robuste de Phoenix à partir du réseau fluvial Salt and Verde et du fleuve Colorado, qui dessert 40 millions de personnes dans l'Ouest des Etats-Unis, a diminué. Les principaux réservoirs le long du fleuve sont tombés à des niveaux dangereusement bas, dont une grande partie a été perdue à cause de la surexploitation chronique et de la sécheresse.

« Environ 60% de notre eau provient de ces fleuves, un peu moins de 40% provient

de dollars pour déplacer l'approvisionnement en eau du réseau fluvial Salt et Verde dans des zones qui dépendent aujourd'hui du fleuve Colorado.

Approches régionales et mondiale nécessaires

Johannes Cullmann d'Onu-Eau souligne que les sécheresses ne respectent pas les frontières et doivent être traitées au niveau régional, voire au niveau mondial. Alors que la semaine mondiale de l'eau a commencé le 20 août à Stockholm, des experts et des personnes touchées par la crise de l'eau se réuniront « pour explorer comment l'eau peut être un outil puissant pour faire face à la crise climatique, au réchauffement climatique, à la perte de biodiversité, à la pauvreté et à de nombreux autres défis liés à l'eau », a-t-il signalé.

Les sujets qui y sont discutés trouveront sans aucun doute un écho favorable auprès de madame Sorensen en Arizona et de monsieur Capoeman dans l'Etat de Washington. « Dans notre ville désertique, nous n'avons jamais eu le luxe de

prendre l'eau pour acquise. Je pense qu'il est vraiment important de changer de culture », a ajouté madame Sorensen.

Bien que M. Capoeman ait déclaré qu'il ne forcerait aucun membre de sa communauté à déménager, il a ajouté que des changements devaient se produire pour assurer sa sécurité et son mode de vie. « Parce que sans ce mode de vie, cette vision du monde qui vient de cet environnement, qui sommes-nous ? », s'est-il demandé.

Edem Dadzie



Salubrité publique

Lancement officiel de la campagne de communication sur la gestion des déchets solides

Pour adopter de meilleures pratiques en matière de gestion des déchets, le District autonome de Lomé a lancé officiellement ce mardi 22 août à Lomé, la troisième phase du Projet environnement urbain de Lomé (PEUL III).

Porté par le District autonome du Grand Lomé, le projet PEUL III va améliorer la salubrité urbaine grâce à la sécurisation environnementale et sociale de l'ancienne décharge d'Agoe nyivé. Appuyé financièrement par l'Agence française de développement, ce projet s'attèle à la mise en œuvre de mesures d'amélioration de la performance de la filière déchets.

Pour le secrétaire général par intérim du District autonome du Grand Lomé, Tagba Atayéfinam Tchali, ce projet permettra aux populations d'adopter de meilleurs comportements. « Il a pour objectif d'assurer la visibilité des actions du District autonome du Grand Lomé et ses environs pour amener les différentes parties prenantes à adopter

des comportements responsables et nécessaires pour leur efficience ».

Constituée de 3 composantes, cette troisième phase du projet met l'accent sur le tri des déchets. La



première composante vise l'amélioration de la gestion des déchets solides. Estimée à un coût total de 6122 millions FCFA, cette composante prend en compte trois volets. Le premier est la sécurisation environnementale et sociale de la décharge d'Agoè-Nyivé.

Le deuxième est relatif aux mesures d'amélioration de la performance de la filière déchets. Le troisième ambitionne la poursuite de l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage.

La deuxième composante appuie la gouvernance du District. Son budget est évalué à 2125 millions FCFA. Cette composante se réfère au renforcement des

capacités et à l'amélioration de la mobilisation des ressources financières.

La troisième composante quant à elle est axée sur la gestion du projet. Elle coûtera 242 millions FCFA. La dernière composante est focalisée sur les

équipements et événements sportifs. Avec un montant de 656 millions, cette composante est constituée de 3 volets. D'abord, la construction d'équipements sportifs, ensuite, l'organisation d'événements sportifs et citoyens et enfin, le développement d'une politique publique locale du sport.

Le plan de communication de la composante 1 du Projet environnement urbain de Lomé est estimé à 100 millions FCFA. Pour amener les populations à un changement de comportement, des sensibilisations, des affiches, des spots audio et vidéos, des SMS... vont meubler cette campagne de communication.

En collaboration avec les 13 communes de Lomé et les chefs de quartiers, de villages et des ONG du secteur, le District autonome du Grand Lomé veut contribuer

durablement à l'amélioration des conditions de vies des habitants de Lomé.

Pour Nabola-Bounou Enoumodji, coordonnateur C1-PEUL III, ce projet a de fortes valeurs ajoutées : laver les déchets et isoler les impuretés permet à « celui qui fait la revalorisation du plastique, il viendra récupérer le déchet plastique qui constitue pour lui la matière première de qualité. Il va économiser de l'énergie, de l'argent et cela lui permettra d'augmenter le volume de plastique à traiter dans sa structure ».

Toute la population togolaise est ainsi invitée à contribuer à bâtir un cadre de vie sain et à adopter les pratiques favorables à la propreté.

Cérémonie de lancement de la troisième phase du Projet environnement urbain de Lomé (PEUL III), ce mardi 22 août à Lomé

Edy Alley (Stagiaire)

Education

Un réseau d'enseignantes ouest africaines sur le point de naître au Togo

Du 21 au 26 août 2023, se tient à Lomé au Togo, l'Assemblée générale constitutive du Réseau des enseignantes francophones de l'Afrique de l'Ouest (REFAO). Cinq pays dont le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo y participent. D'autres pays s'associent à l'initiative, mais n'ont pas pu faire le déplacement.



Photo de famille

L'on constate depuis quelques années, la dégradation des valeurs éducatives dans les sociétés africaines en général, et ouest africaines en particulier. Les grossesses précoces et la paternité précoce en

milieu scolaire prennent de l'ampleur. Certaines valeurs comme le patriotisme, la solidarité, l'honneur, le respect d'autrui et de l'autorité s'effritent peu à peu.

Au Togo, les autorités

en charge du secteur de l'éducation font de leur mieux pour sauvegarder ces valeurs et ramener celles qui ont été perdues. Toutefois, la tâche est ardue. « Entre inconscience et insouciance, nos valeurs culturelles sont aujourd'hui bafouées et foulées au pied par la jeunesse d'aujourd'hui qui est la relève de demain et future élite dirigeante de nos pays. Nous pensons que l'école où l'enfant passe le plus de temps dans la journée doit pleinement jouer sa partition dans son édification », a déclaré Ouattara Winokouni Yolande, présidente de l'Association des femmes enseignantes du Burkina Faso.

Cette dernière est une des artisanes de la concrétisation de la mise en place de ce réseau. Elle et ses vaillantes collègues enseignantes souhaitent jouer un rôle prépondérant dans l'éducation de la jeunesse. Le choix du Togo pour cette Assemblée générale constitutive est lié au fait que selon les initiatrices, le pays a beaucoup de richesses culturelles en matière d'éducation.

« Face aux enjeux sécuritaires actuels ainsi que d'autres contingences mondiales, la responsabilité de l'enseignante devient cruciale dans la mesure où elle joue le rôle de mentor et de conseiller. Il est donc indispensable que les enseignantes au sein de divers regroupements puissent se retrouver pour un partage d'expériences permettant d'optimiser la pratique enseignante », a affirmé Afolé Akossiwa Edith, présidente de l'association Encre blanche du Togo.

« Enseignante je fus, enseignante je demeure. Enseignante j'ai été, enseignante je suis. Je suis donc membre du réseau », a pour sa part indiqué Gbegbe Adjoa Nono, Directrice régionale de l'éducation (DRE), Maritime. Le ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, le professeur Dodzi Komla Kokoroko, a été représenté par son conseiller technique, Dr Dorkénou Mensah. Ce dernier a transmis les chaleureuses salutations de son chef aux participantes et leur

a souhaité une cordiale bienvenue à Lomé. « L'une des missions du ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat est d'assurer le suivi, de fournir l'expertise, d'évaluer et de contrôler la mise en œuvre de la politique nationale d'éducation. Pour réaliser cette mission, le ministère compte sur la collaboration et la participation active de l'ensemble des acteurs du système éducatif, notamment, les partenaires techniques et financiers, les élèves et les parents, les enseignants, les syndicats professionnels, et surtout, les associations », a-t-il déclaré.

« Je voudrais remercier l'association des femmes éducatrices du Togo et ses consœurs de la sous-région pour cette heureuse initiative. Je vous encourage à mettre tout en œuvre pour la pérenniser mettant ainsi à la disposition des systèmes éducatifs de la sous-région, un meilleur cadre pour le bon déroulement des activités », a-t-il ajouté.

Edem Dadzie



# PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET\*  
DU 1<sup>ER</sup> JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



\* Offre soumise à conditions

**DISPONIBLE EN 24H**  
POUR UNE BELLE  
**RENTÉE SCOLAIRE**

La Banque Autrement  
<https://togo.coris.bank>

